ALLO, LA GENDARMERIE?
MON DOMAINE EST SI GRAND
QUE JE ME SUIS PERDU
4X4
LASSERPE

Avant-propos

Le séminaire sur la désintensification des systèmes de production s'inscrit dans la mise en œuvre de la convention-cadre signée en 2002 entre la Confédération paysanne et l'INRA.

La participation de chercheurs de l'INRA à des groupes de travail, à des sessions d'information ou à des journées d'étude organisés par la Confédération paysanne est ancienne. Au-delà de ces contacts informels, l'élaboration d'une convention entre un institut de recherche et une organisation syndicale est un signe de maturité dans le partenariat.

L'INRA, organisme public de recherche finalisée, est un lieu d'échange d'idées et de construction de connaissances. À ce titre, il doit être ouvert aux différentes préoccupations et analyses qui traversent le monde agricole et, plus largement, la société. Le questionnement de la Confédération paysanne sur l'évolution de l'agriculture, de ses techniques et de sa place dans la société est souvent novateur ; il est, de ce fait, source d'approfondissement de nos travaux scientifiques.

Le choix de la désintensification comme thème de ce premier séminaire de travail ne relève pas d'une posture idéologique. À travers ce thème, il est possible d'analyser les éléments qui déterminent le niveau d'emploi en agriculture, la capitalisation des facteurs de production, la valorisation des produits et donc, finalement, les facteurs qui facilitent ou freinent l'accès au métier d'agriculteur. Il peut également servir de grille de lecture des conséquences de la nouvelle politique agricole commune et conduit évidemment à s'interroger sur les facteurs de viabilité des exploitations de petite taille économique.

Ces questions sont à la fois pertinentes au plan scientifique et au cœur du débat social sur l'évolution de l'agriculture. Elles incitent la recherche à renouveler son questionnement.

Le dossier, qui est ici soumis au lecteur, met en correspondance - pour chaque thème abordé - le questionnement des praticiens avec la problématique des chercheurs et les connaissances qu'ils ont produites. Il est présenté sous une forme qui permet au lecteur qui le souhaite d'apporter des commentaires, des compléments, voire des contradictions aux thèses présentées ; bref, il veut être un instrument de débat avec d'autres partenaires et offre à ceux qui ont participé au séminaire l'occasion de le prolonger. La synthèse de ce débat fera l'objet d'un second dossier qui, souhaitons-le, permettra d'enrichir encore les points de vue.

Enfin, nous tenons à remercier chaleureusement toute l'équipe rédactionnelle des Dossiers de l'environnement *dont l'appui a été essentiel dans la mise en forme des textes et des débats.*

Jean Boiffin Philippe Évrard Amédée Mollard

Mode d'emploi

Comme l'indique l'avant-propos, ce *Dossier de l'environnement* se veut un instrument de débat. En effet, les articles publiés dans cet ouvrage n'épuisent pas la question de la désintensification, ni *a fortiori* celle de l'évolution de l'agriculture et de sa place dans la société. C'est la raison pour laquelle les organisateurs du séminaire dont ce dossier rend compte souhaitent que la réflexion et les débats entamés à cette occasion puissent se poursuivre et s'élargir au-delà des premiers textes publiés ici.

Ce dossier peut, en effet, être utilement complété sur tous les thèmes abordés, et plus particulièrement sur les systèmes de production (thème 2) et sur les approches transversales (thème 3), puisque tous les textes introductifs des ateliers ne nous sont pas parvenus, mais aussi sur le thème 4 (Acteurs privés et politiques face à la désintensification), par exemple sur le rôle et les stratégies des associations ou des élus locaux, sur les politiques de l'emploi ou de l'environnement…

Mais, nous souhaitons surtout que ce dossier soit véritablement interactif. Aussi, amis lecteurs, vous êtes vivement encouragés à réagir aux textes que nous vous proposons, en les complétant, au-delà même des quelques pistes évoquées ci-dessus, en critiquant, en contestant, en amendant, en enrichissant …

De place en place, dans cet ouvrage, des **écritoires**, pages filigranées où vous pourrez noter vos premières réactions, avant de les mettre en forme - si besoin est - et de les transmettre selon les indications ci-contre.

Plusieurs possibilités vous sont offertes pour cela :

- tout d'abord, vous pouvez envoyer vos textes par voie postale à l'adresse suivante :
INRA, Mission Environnement-Société, 147 rue de l'Université, 75338 Paris, cedex 07 ;

- vous pouvez également nous les faxer au 01 42 75 95 08 (dans ces deux cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées postales et téléphoniques), ou nous les faire parvenir par courrier électronique à l'adresse suivante : *barres@paris.inra.fr*

- sachez également que ce dossier sera, en janvier 2004, intégralement mis en ligne sur le site Internet de la ME&S, à *www.inra.fr/dpenv/do24.htm*. Une boîte aux lettres électronique sera à votre disposition pour recueillir vos réactions rédigées au clavier ;

- enfin, un forum de discussion, animé par Yves Le Pape, sera organisé *via* Internet. Sa mise en place ainsi que les modalités de son fonctionnement seront annoncées en temps utile sur le site.

Les contributions ainsi reçues donneront lieu à l'édition, fin 2004-début 2005, d'un nouveau *Dossier de l'environnement* qui rendra compte du débat ouvert par ce numéro 24.

D.B.

Introductions

Par Bertrand Hervieu

11 rue Newton, 75116 Paris
hervieu@ciheam.org

« Production et agriculture durable - Alimentation et nutrition - Environnement et gestion des territoires », tel est le périmètre dans lequel s'inscrivent aujourd'hui les finalités de l'INRA. Un triptyque qui tire sa force de la pertinence de chacun des trois pôles mais aussi - et surtout - des interactions qui existent entre chacun d'eux. Ainsi, au-delà de l'amélioration de l'alimentation humaine, les relations entre production et alimentation (de la fourchette à la fourche) et entre alimentation et environnement (qu'est-ce qu'un système alimentaire durable ?) constituent des champs de recherche à la fois peu explorés et déterminants pour l'avenir de nos sociétés de consommation. De même, diversifier les produits agricoles et leurs usages, améliorer leur compétitivité sont des finalités qui, bien que pertinentes, doivent être revisitées à la lumière du développement durable, des équilibres territoriaux et de l'adéquation qualitative de l'offre à la demande alimentaire.

Explorer de tels champs d'investigation est un réel défi scientifique. Pour le relever, l'INRA dispose de nombreux atouts : un large éventail de disciplines, une gamme étendue de compétences, un dispositif expérimental de première grandeur et une solide culture d'intégration des connaissances. Il dispose, surtout, d'un vaste réseau de partenaires qui assurent l'ancrage de ses recherches dans les dynamiques sociales, économiques et scientifiques.

L'INRA, de par son histoire, a la chance d'avoir développé une culture fondée sur un partenariat avec un groupe social (en l'occurrence le monde agricole dans toute sa diversité) et pas seulement avec quelques opérateurs économiques. C'est là une expérience et un atout considérables pour nouer des relations fécondes avec un ensemble diversifié de partenaires (élus, représentants des collectivités locales, monde associatif, industriels…) et relever ainsi le défi de la « démocratisation » de la science. C'est également un avantage majeur pour renouveler notre approche de l'innovation, pour contribuer à l'innovation des pratiques et pas seulement à l'innovation technique ou technologique.

Nous avons ainsi la chance de pouvoir nous appuyer sur un tissu à la fois solide et diversifié de partenaires : collectivités locales, mondes agricole et industriel, sans parler des autres organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur… Bien entendu, certains de ces partenariats se portent mieux que d'autres : entre les différentes composantes du monde agricole avec lesquelles nos relations sont à redéfinir et les collectivités locales dont le soutien ne cesse de croître, il y a tout un éventail de situations et d'opportunités à saisir.

À ce titre, le séminaire INRA-Confédération paysanne sur la « désintensification » a valeur d'exemple. À travers le dialogue qu'il a suscité entre agriculteurs et chercheurs, c'est une nouvelle facette de notre partenariat agricole qui se met en place. Les temps de la « chaîne du progrès » et de l'approche « descendante » de l'innovation sont, en effet, révolus. Face à la complexité des problèmes posés, notre réussite passe par une mobilisation commune et conjointe de tous les acteurs du développement, en amont comme en aval du travail de recherche ; lors du partage et de la valorisation des résultats comme au moment où se définit l'orientation de nos programmes.

Bertrand Hervieu était alors président de l'INRA ;
depuis octobre 2003, il est secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes.

Par René Louail

Queniquerne, 22320 Saint-Mayeux
rene.louail@wanadoo.fr

Ce séminaire se tient à un moment particulier, l'un des porte-parole de la Confédération paysanne est poursuivi et risque des peines de prison ferme pour avoir participé à une action syndicale au CIRAD de Montpellier, en juin 1999, sur du riz transgénique. Cette action consistait à demander l'application du principe de précaution et l'engagement d'un vrai débat sur les orientations de la recherche publique concernant la biologie intégrative, dans le domaine végétal et animal.

Néanmoins, la Confédération paysanne, syndicat représentant le tiers des paysans français, souhaite établir des liens forts avec l'INRA dans des domaines fondamentaux qui conditionnent l'avenir des paysans : la réforme de la PAC, l'aménagement du territoire, l'emploi, la désintensification, le maintien des petites fermes, les questions sur l'autonomie au niveau des semences mais également dans le domaine particulier des protéines, etc.

Comme toute organisation représentative, nous souhaitons conduire ce travail important dans le cadre de la convention signée entre nos deux organisations. Cette première étape, importante, nous permet de définir clairement des axes de recherches incontournables pour construire des alternatives au développement actuel. Ces alternatives doivent pouvoir s'appuyer sur des expériences locales, des travaux des groupes d'agriculteurs au niveau de la Confédération paysanne, mais doivent surtout permettre d'avoir une transposition au niveau politique.

La très forte mobilisation, tant du côté des chercheurs que des paysans, pour ce séminaire exprime nos attentes réciproques, dans le domaine des orientations et de l'efficacité du travail engagé. Ce séminaire, qui se veut un temps fort, doit également permettre de mieux se connaître afin de dépasser l'étape du contact individuel. Nous souhaitons prendre les moyens de débattre véritablement et prendre les moyens pour que la recherche soit réellement en relation avec des paysans qui vivent au quotidien les réalités des politiques agricoles : cette confrontation ne sera pas qu'une rencontre d'appareils. Débattre suppose d'engager des phases d'échanges et d'assumer des phases de confrontations pour un dialogue franc, ouvert et constructif.

La préparation de ces deux journées s'est construite par des échanges entre certains chercheurs et paysans ; nous avons demandé, en plus, des contributions à certains d'entres vous, en précisant que ces contributions ont pour souci de participer à construire des questions de recherche qui devront ensuite être reprises par les équipes qui vont se mettre en place à l'issue de ce séminaire.

La participation de la direction de l'INRA à ce séminaire nous permet d'appréhender l'avenir de cette convention avec une forte volonté de travail et collaboration des uns et des autres.

René Louail est ex-secrétaire national de la Confédération paysanne.